

05

LA FACE CHANGEANTE DE LA VENTE AU DÉTAIL DE DENRÉES ALIMENTAIRES EN INDE

Shalmali Guttal

Shalmali Guttal est la directrice exécutive de Focus on the Global South. Elle a exercé en Inde, aux États-Unis et en Asie du Sud-Est continentale. Membre du secteur des ONG du Mécanisme de la société civile auprès du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, elle apporte à ce titre son soutien à plusieurs groupes de travail.

Focus on the Global South (Focus) a été établie en 1995 dans l'optique de remettre en question le néolibéralisme, le militarisme et la mondialisation impulsée par les entreprises, tout en consolidant des alternatives justes et équitables. Focus est convaincue que le changement social progressiste et la solidarité envers les pays du Sud constituent une condition sine qua non à la satisfaction des besoins des personnes opprimées, notamment en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

« Il existe à ce jour peu de preuves fiables étayant les affirmations selon lesquelles la grande distribution améliorera la sécurité alimentaire et l'emploi. Les expériences au niveau mondial montrent que les supermarchés tendent à restructurer la production et les marchés alimentaires pour répondre aux besoins des chaînes de valeur mondiales et des marchés internationaux en plein essor. En Inde, cette restructuration portera atteinte aux marchés territoriaux, essentiels à la survie et au bien-être de la majorité de la population, notamment des femmes. »

REMERCIEMENTS |

Merci à Emily Mattheisen (FIAN International) et Nora McKeon (Collège universitaire international de Turin, Université de Rome III et Terra Nuova) pour leur aide à la révision du présent article.

La nourriture constitue le premier poste de consommation en Inde, la vente d'aliments et de produits d'épicerie représentant entre 60 et 65 % du total des ventes au détail. Le marché indien de la vente d'aliments au détail est le sixième au monde et devrait continuer à croître pour atteindre les 61 000 milliards de roupies indiennes (918 milliards d'USD) d'ici 2020. Dans un contexte caractérisé par une urbanisation croissante, l'expansion d'un secteur privé dominé par les entreprises, l'augmentation du nombre de professionnels aux modes de vie changeants, et la poussée du gouvernement national en faveur de la numérisation, le pays représente un marché convoité par la grande distribution, aussi bien nationale qu'étrangère.

Plus de 85 % de la valeur actuelle des ventes d'aliments au détail en Inde provient de petits commerces de proximité¹. La plupart des consommatrices et des consommateurs des zones urbaines – des petites localités aux grandes villes – tendent à acheter leur nourriture auprès des petits commerces familiaux de quartier (les *kiranas*), des coopératives, des échoppes de fruits/légumes/viande/volaille/poisson, des marchés de gros proposant des produits horticoles frais et des vendeurs de fruits et légumes poussant des charrettes à bras. En dépit de leurs incursions significatives dans de nombreuses villes et grandes localités, les supermarchés continuent d'être confrontés à la concurrence des formes plus conventionnelles et locales de vente au détail, lesquelles proposent des aliments frais, de saison et adaptés aux différentes cultures du pays, un service personnalisé, une livraison rapide à domicile ainsi que la possibilité d'acheter à crédit (pour un mois, voire plus). La plupart des

¹ KPMG, *India's Food Service Industry: Growth Recipe*, FICCI : 2016, p. 3. assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/in/pdf/2016/11/Indias-food-service.pdf (en anglais)

clientèles et des clients de la classe moyenne se procurent leurs fruits, leurs légumes, leurs produits laitiers, leur viande et leur poisson en petite quantité chaque jour, ou tous les deux-trois jours. Les familles les plus pauvres, quant à elles, sont tributaires des aliments de base subventionnés relevant du Système public de distribution (*Public Distribution System* ou PDS en anglais) et d'autres aliments proposés par les colporteurs. En s'approvisionnant à l'épicerie du coin, les clients peuvent acheter en quantités abordables, juger de la qualité de leurs propres yeux et commander des aliments spécifiques. Sans compter que c'est pour eux l'occasion de sortir, de tisser des relations sociales et de s'informer des dernières nouvelles du voisinage.

La situation est tout autre dans les zones rurales. Près de 70 % des ménages ruraux indiens dépendent avant tout de l'agriculture pour leur survie. La population satisfait ses besoins alimentaires quotidiens en conjuguant production, cueillette et achat. Elle se procure les denrées qu'elle consomme via l'achat direct auprès de productrices et producteurs, sur des marchés programmés à échéances fixes (par exemple une ou deux fois par semaine), dans des coopératives soutenues par l'État et sur les marchés de gros des petites villes. Le pouvoir d'achat est fonction des conditions météorologiques et des récoltes, de l'endettement des familles, de la situation en termes d'emploi, de l'accès aux ressources productives (terres, eau, semences, bétail, carburant, etc.) et des services essentiels (santé, eau potable, transport, électricité, etc.).

La valeur et l'importance de ces points de vente sont mises en avant dans le concept de « marchés territoriaux », développé par les mouvements sociaux et la société civile lors d'un processus politique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) consacré à la mise en relation des petits exploitants aux marchés². Les marchés territoriaux sont ceux à travers lesquels sont échangés la plupart des aliments consommés dans le monde : ils sont très divers, garantissent la flexibilité dont ont besoin les petites productrices et les petits producteurs, leur organisation et gestion varient en termes d'échelle et de formalité, et ils sont essentiels pour satisfaire les demandes en aliments des zones rurales, périurbaines et urbaines. Ils font intervenir plusieurs petits acteurs, tels que des producteurs, des transformateurs, des transporteurs et des négociants, et offrent des espaces où les femmes participent activement, peuvent exercer une certaine autorité et acquièrent des compétences et des connaissances nouvelles³.

L'expansion de la grande distribution aura vraisemblablement des conséquences sur ces marchés territoriaux déterminants et soulève plusieurs questions : quel sera son impact sur les millions de petits producteurs d'aliments, travailleurs et vendeurs de rue, femmes et hommes, et sur leur accès aux ressources productives ? Quelle influence aura-t-elle sur les cultures alimentaires, la disponibilité des aliments locaux et la production vivrière ? Quels seront ses impacts en termes de santé publique, de sécurité alimentaire et de nutrition ?

LA FAMINE DANS L'ABONDANCE

L'Inde est l'un des premiers producteurs de denrées alimentaires de la planète et a le potentiel de parvenir à la sécurité alimentaire grâce à sa production nationale⁴. Pourtant, le pays compte le plus grand nombre de personnes dénutries au monde : 190,7 millions de personnes (14,5 % de la population) ne mangent pas à leur faim chaque jour ; environ 48 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard

2 Pour en savoir plus, voir : Goita M., McKeon N. et Sall N., « Encadré 4.1 Marchés populaires ou systèmes d'approvisionnement contrôlés par les entreprises ? Un enjeu de taille dans les négociations au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale », *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2016, pp. 44-46. www.righttofoodandnutrition.org/files/watch_2016_article_4_french_systemes_alimentaires_territoriaux.pdf

3 Pour une analyse complète du concept de marchés territoriaux, voir : MSC, « L'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés, un guide analytique », 2016. www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2016/10/Franc%CC%A7ais-CONNECTING-SMALLHOLDERS-TO-MARKETS.pdf

4 Pour en savoir plus, voir : www.fao.org/india/fao-in-india/india-at-a-glance/en/ (en anglais)

5 *Ibid.*

de croissance, 20 % d'émaciation et 43 % d'insuffisance pondérale ; et environ 55 % des femmes et 24 % des hommes sont anémiques⁵. Bien qu'elle se hisse au rang de troisième économie au monde, l'Inde obtient une révoltante 100e place au classement 2017 de l'Indice de la faim dans le monde, sur 119 pays en développement recensés⁶. La faim est plus répandue dans les zones où la population dépend de l'agriculture de subsistance et de la cueillette, parmi les personnes indigentes des villes, et dans les zones de conflit et de guerre.

Les filles et les femmes sont confrontées à une discrimination socioculturelle solidement enracinée, qui se manifeste par un accès inégal à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation, au travail rémunéré et aux ressources. Les politiques visant à lutter contre la faim tendent à accuser un parti pris lié au sexe, à être axées sur les enfants – en passant sous silence les mères et les pourvoyeuses de soins au sein des ménages – et ferment les yeux sur les préférences bien établies au sein de familles en faveur des garçons, au détriment des filles. Dans les familles pauvres, les femmes sont souvent les dernières à manger, après avoir accompli de longues heures de travail et nourri leur famille.

Parmi les raisons de cette situation affligeante figurent l'absence de volonté politique, le dysfonctionnement de la bureaucratie, les infrastructures inadéquates, les pertes après récolte et les déchets alimentaires, ainsi que les coriaces préjugés socioculturels⁷. Les mauvaises conditions de stockage et de distribution entraînent une perte de près de 40 % de la production de fruits et légumes et de 20 % des céréales. Selon certaines estimations, la valeur des pertes vivrières suffirait à alimenter plus de 500 millions de personnes⁸.

En 2013, au terme d'un procès d'intérêt public et de plusieurs années de campagnes menées par les femmes et les hommes défendant les droits et la justice, le Parlement indien a adopté la Loi nationale sur la sécurité alimentaire (*National Food Security Act*)⁹. Cette loi contient plusieurs droits visant à garantir la sécurité alimentaire et à concrétiser le droit humain à l'alimentation et à la nutrition, consacré dans la Constitution indienne. Cependant, elle a été fortement critiquée à plusieurs titres : sa portée et sa vision limitées, son accent ciblant davantage la distribution de céréales dans le cadre du Système public de distribution que les droits de la population ou la prévention de la malnutrition et de l'inanition, ses carences en termes de prestations de maternité, l'octroi de pouvoirs très étendus au gouvernement pour modifier des droits, et la restriction de la reddition de comptes de la part de ce dernier¹⁰.

Depuis la libéralisation qu'a connue l'économie du pays au début des années 90, les inégalités économiques n'ont fait qu'augmenter progressivement, alors que les terres, la nature, les conditions de travail et le bien-être de la population sont devenus les cibles de l'agressivité de l'exploitation capitaliste. Tous les gouvernements s'étant succédés au pouvoir ont adopté des politiques économiques néolibérales et se sont lancés dans le développement d'infrastructures importantes et des technologies de l'information, notamment sous le couvert de la modernisation, de la réduction de la pauvreté et du combat contre la faim. En 2015, le gouvernement national a lancé *Digital India*, un programme qui prétendait développer le « pouvoir d'agir » numérique des Indiens et des Indiennes en étendant la connectivité Internet aux zones rurales, en mettant en place une infrastructure numérique pour

6 IFPRI, *Global hunger index: the inequalities of hunger*, 2017. www.ifpri.org/publication/2017-global-hunger-index-inequalities-hunger (en anglais)

7 Singh J., "India is self-sufficient, but millions go hungry", *The Pioneer*, 3 octobre 2016. www.dailypioneer.com/columnists/edit/india-is-self-sufficient-but-millions-go-hungry.html (en anglais)

8 Bas P., "Reducing Food Loss and Waste in India", *India Food Security Portal*, 4 mai 2016. india.foodsecurityportal.org/regional-sub-portal-blog-entry/india/725/food-access (en anglais)

9 L'intégralité du texte de loi est disponible à l'adresse : www.egazette.nic.in/WriteReadData/2013/E_29_2013_429.pdf (en anglais)

10 Pour en savoir plus, voir : www.righttofoodcampaign.in/site/bodhirights/food-act/campaign-material-1 (en anglais)

les opérations bancaires, les transactions financières, l'archivage public, la fourniture de services gouvernementaux (e-gouvernance), les services de stockage des données, le marketing, etc., et en augmentant l'offre d'emplois spécialisés dans les technologies de l'information.

Deux récentes initiatives du gouvernement indien en matière de numérisation, cependant, se sont avérées nuisibles aux efforts visant à enrayer la pauvreté et la faim : le programme *Aadhaar* et la démonétisation. En 2016, le Parlement indien a adopté la Loi Aadhaar (*Aadhaar Act*)¹¹, qui visait à garantir un versement efficace, transparent et ciblé des prestations et des services en assignant aux personnes résidant en Inde des identifiants uniques. Le gouvernement exige que les numéros *Aadhaar* des individus soient reliés à leurs pièces d'identité officielles précédentes, pour leur permettre d'accéder à ses services et programmes. Cette mesure s'est avérée désastreuse pour des centaines de milliers de personnes vivant dans les zones rurales, qui se sont vues privées, malgré leur reconnaissance sur le plan juridique, de leur droit au travail, des subventions aux combustibles et des aides alimentaires, et sont même parfois mortes de faim¹².

En novembre 2016, le gouvernement a retiré de la circulation les coupures de 500 et 1 000 roupies (qui représentaient 86 % de la valeur fiduciaire du pays) dans le but supposé d'éliminer les sommes d'argent liquide non déclaré (l'argent « noir ») et de numériser l'économie en imposant le passage aux paiements électroniques. Cette mesure est entrée en vigueur sans que la population n'ait été dûment avisée et en l'absence de dispositions adéquates pour échanger les billets démonétisés avec d'autres coupures. En l'espace de quelques jours, les salariés journaliers, les agriculteurs, les familles pauvres, les petits négociants et les entrepreneurs, femmes et hommes, ont vu la plupart de leurs économies s'envoler. Le secteur du bâtiment, l'agriculture, les petites entreprises et les services de santé s'immobilisèrent : aucun argent n'était disponible pour payer la main-d'œuvre, acheter les semences à planter ou le carburant pour transporter les produits, payer les frais médicaux, fournir un repas de midi aux enfants pauvres, etc. L'endettement des familles pauvres se creusa et les suicides dans l'agriculture connurent une hausse spectaculaire. La démonétisation précipita une crise économique dont l'ensemble des répercussions sur la population et l'économie reste encore à évaluer. Très peu d'argent noir fut récupéré et, tout juste un an après, le recours aux espèces avait quasiment regagné les niveaux d'avant-crise, indiquant que la numérisation de l'économie s'était avérée un exercice extrêmement préjudiciable¹³.

L'ALIMENTATION DE LA POPULATION COMME SOURCE DE PROFITS

Il y a encore cinq ans environ, le commerce au détail dans le pays était dominé par des sociétés indiennes, dont certaines se sont mises à vendre en ligne avec différents degrés de réussite. Cette situation est en train de changer progressivement, le gouvernement indien ayant ouvert le secteur de la vente au détail aux investissements étrangers directs (IED) dans l'espoir d'attirer les capitaux étrangers, mais aussi de rassurer les chefs d'entreprise indiens, considérés comme un électorat important.

En juin 2016, le gouvernement a autorisé 100 % d'IED dans le domaine de la vente au détail de denrées alimentaires (tant au niveau des points de vente « physiques » que du e-commerce), sous réserve que toutes les marchandises vendues aient été produites, transformées et fabriquées en Inde. Ses partisans prétendaient que l'IED dans ce secteur permettrait de réduire les déchets alimentaires, encouragerait la

11 Loi Aadhaar (relative au versement ciblé d'allocations et d'autres subventions, prestations et services), 2016. uidai.gov.in/images/the_aadhaar_act_2016.pdf (en anglais)

12 Pachisia S., "No Aadhaar, no food rations: 11 stories that show the Jharkhand child death was no aberration", *Scroll.in*, 20 octobre 2017. scroll.in/article/854587/no-aadhaar-no-food-ration-11-stories-that-show-the-jharkhand-child-death-was-not-an-aberration (en anglais) ; et Johari A., "Yet another Aadhaar-linked death? Denied rations for 4 months, Jharkhand woman dies of hunger", *Scroll.in*, 3 février 2018. scroll.in/article/867352/yet-another-aadhaar-linked-death-jharkhand-woman-dies-of-hunger-after-denial-of-rations (en anglais)

13 Ghosh J., «De-digitisation of India», *Frontline*, 27 octobre 2017. www.frontline.in/columns/jayati_Ghosh/dedigitisation-of-india/article9892253.ece (en anglais)

diversification agricole, renforcerait l'industrie alimentaire nationale, consoliderait les chaînes d'approvisionnement alimentaire et les marchés favorables aux personnes pratiquant l'agriculture/la pêche, stimulerait l'entrepreneuriat, créerait des emplois, éliminerait les intermédiaires et les coûts de transaction associés (ce qui bénéficierait tant aux producteurs qu'aux consommateurs) et garantirait la sécurité alimentaire. À ce jour, cependant, rares sont les preuves étayant ces affirmations.

En juillet 2017, Amazon a été autorisée à investir près de 500 millions de dollars pour développer une société de vente au détail de denrées alimentaires à travers une nouvelle entité, Amazon Retail (aujourd'hui numéro un en Inde). Amazon était déjà fortement présente dans le pays avec Amazon Pantry¹⁴. Amazon Retail peut acheter et vendre directement des produits d'épicerie, y compris des aliments, constituer ses propres stocks et contrôler la chaîne d'approvisionnement. Amazon se prépare à mettre la main sur une part importante du marché indien de l'alimentation, aussi bien par le biais de points de vente physiques que de la vente en ligne. Elle négocie également une possible alliance avec Future Group, l'un des plus grands distributeurs du pays, qui contrôle près d'un tiers du marché national de l'alimentation¹⁵.

Amazon est confrontée à la concurrence des grandes enseignes indiennes, qui utilisent les investissements nationaux et étrangers en capitaux pour consolider leur présence dans le secteur de la vente en ligne de denrées alimentaires, parmi lesquels Flipkart, Grofers et surtout BigBasket. Fondée en 2011 et présente dans 26 villes, BigBasket est considérée comme une entreprise pionnière et leader dans le domaine de la vente en ligne de denrées alimentaires¹⁶. Elle dispose de ses propres chaînes d'approvisionnement, exploite ses propres entrepôts et propose une large gamme d'aliments et de boissons. Elle a pour objectif de développer la plus grande chaîne de vente au détail d'Inde dans le secteur de l'alimentation (points de vente physiques et en ligne) et adapte ses opérations pour répondre aux besoins des consommatrices et des consommateurs, ainsi que des petits magasins de quartier. BigBasket a récemment obtenu un financement d'environ 300 millions de dollars de son principal actionnaire, le groupe Alibaba¹⁷. Alibaba est un conglomérat Internet chinois, qui détient des investissements dans les plates-formes de vente au détail en ligne de premier plan, telles que Paytm (une plate-forme de portefeuille numérique) et PaytmMall (un site de marché en ligne), et qui se pose en concurrent d'Amazon sur le plan international. Ce nouveau financement renforcera la capacité de BigBasket à rivaliser avec Amazon et les autres distributeurs en ligne.

Les injections massives de capitaux d'investissement dans le secteur indien des magasins d'alimentation ont ouvert la voie à l'expansion de la grande distribution dans les points de vente physiques et en ligne. Pour garantir leur compétitivité, ces acteurs chercheront à exercer une plus grande emprise sur l'offre et une plus grande influence sur les préférences et les comportements des consommatrices et des consommateurs. Contrôler les chaînes d'approvisionnement, c'est contrôler les terres, l'eau, les variétés végétales et animales, la main-d'œuvre, les matières premières, l'énergie et le transport pour la production, la transformation, le stockage, la réfrigération, les points de vente, le conditionnement, la livraison, etc. – des activités aux impacts économiques, sociaux, environnementaux et climatiques considérables.

L'essor de la grande distribution est également lié aux aspirations des consommateurs de la classe moyenne, notamment celles et ceux des petites villes, pour qui

14 Pour en savoir plus, voir : www.amazon.in/gp/pantry/info/ref=pntry_hqp_lm (en anglais)

15 Malviya S., "Kishore Biyani explores Future Group's journey with Amazon", *The Economic Times*, 6 février 2018. economictimes.indiatimes.com/industry/services/retail/kishore-biyani-explores-future-groups-journey-with-amazon/articleshow/62798408.cms (en anglais)

16 Big Basket, *The Abraaj Group - Partner Company Case Study*, 2016. www.abraaj.com/wp-content/uploads/2017/02/Abraaj-Case-Study-Big-Basket.pdf (en anglais)

17 Bansal V., "BigBasket receives \$200 million in a round led by Alibaba", *The Economic Times*, 2 février 2018. economictimes.indiatimes.com/industry/services/retail/kishore-biyani-explores-future-groups-journey-with-amazon/articleshow/62798408.cms (en anglais)

les grands supermarchés sont synonymes de modernité et de cosmopolitisme. Cette tendance présente des aspects pratiques : avec l'expansion des grands groupes privés, la migration des professionnelles et professionnels de la classe moyenne augmente partout dans le pays, et les familles sont tenues de se procurer leur nourriture dans des lieux qu'elles ne connaissent pas. Les zones urbaines du pays sont de plus en plus surpeuplées et onéreuses. Un nombre croissant de femmes entre sur le marché du travail et passe un temps considérable sur le lieu de travail et dans les transports. Tous ces éléments rendent la grande distribution – notamment la vente en ligne – plus attractive. Du fait que ce sont les femmes qui continuent encore en majorité de faire les courses pour la cuisine et de nourrir leurs familles, elles seront les principales cibles de la publicité agressive de la grande distribution qui promet de leur offrir des aliments bien connus, commodité, faibles prix, fraîcheur et propreté.

PRÊTER MAIN-FORTE AUX PERSONNES, PAS AUX ENTREPRISES

Il existe à ce jour peu de preuves fiables étayant les affirmations selon lesquelles la grande distribution améliorera la sécurité alimentaire et l'emploi. Les expériences au niveau mondial montrent que les supermarchés tendent à restructurer la production et les marchés alimentaires pour répondre aux besoins des chaînes de valeur mondiales et des marchés internationaux en plein essor. En Inde, cette restructuration portera atteinte aux marchés territoriaux, essentiels à la survie et au bien-être de la majorité de la population, notamment des femmes.

La détresse dans le secteur agricole indien montre peu de signes de fléchissement : les paysans et les artisans-pêcheurs, femmes et hommes, continuent en effet d'être confronté-e-s à l'endettement, à l'accaparement des terres et des ressources, et à la quasi-absence de politiques favorables. Plus de 90 % de la main-d'œuvre du pays travaille dans le secteur informel sans contrat écrit, sans couverture et avantages sociaux, et sans sécurité de l'emploi. L'agriculture est le premier pourvoyeur d'emplois informels, suivi par la production manufacturière, le bâtiment et le commerce. Une part importante des personnes travaillant dans le secteur organisé est constituée de travailleuses et de travailleurs informels¹⁸ ; la « contractualisation » de la main-d'œuvre est à la hausse, face à des entreprises cherchant à réduire les coûts et à augmenter leur compétitivité¹⁹.

Les supermarchés promeuvent depuis longtemps l'agriculture contractuelle, dans le cadre de laquelle les agricultrices et les agriculteurs ont un pouvoir de négociation faible et ne bénéficient d'aucune garantie face aux aléas du marché, la volatilité des prix, les défaillances du marché et les changements d'orientation des entreprises. Le nombre de conflits opposant les communautés rurales, les entreprises et les pouvoirs publics pour le contrôle des terres et de l'eau dans le cadre de projets d'extraction, industriels et d'aménagement a augmenté lors des dix dernières années. L'acquisition de terres pour la production, la transformation et le stockage des aliments ne fera qu'exacerber ces conflits. Les usines de transformation et de conditionnement épuiseront l'eau et les ressources de leur environnement, et généreront d'énormes quantités de déchets.

Il est vrai que la grande distribution offrira des emplois à des niveaux variés de compétences et ouvrira même les bras à certaines personnes ayant perdu leurs terres. Mais son expansion entraînera aussi la fermeture des épiceries locales, mettant en

¹⁸ L'industrie du thé, par exemple, est le deuxième employeur du secteur organisé du pays, employant 1,2 million de personnes – dont 70 % de femmes. Pour en savoir plus sur leur situation, voir : Longley S., « Le prix de votre tasse de thé : violation des droits humains dans les plantations en Inde », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2016, pp. 62-64. www.right-to-foodandnutrition.org/files/watch_2016_article_9_french_le_prix_de_votre_tasse_de_the.pdf

¹⁹ Himanshu, « Is informal the new normal? », *Livemint*, 22 mai 2017, www.livemint.com/Opinion/wb-GabfgoBnHwjPWHBZbPLI/Is-informal-the-new-normal.html (en anglais)

20 Aux États-Unis, par exemple, la rémunération versée par Amazon à ses travailleuses et travailleurs est inférieure au salaire moyen, ce qui empêche nombre de ces personnes de nourrir leur famille sans recourir aux filets de sécurité fédéraux. Brown H. C., "One third of Amazon employees in Arizona need food stamps to feed themselves", *The New Food Economy*, 19 avril 2018. newfoodeconomy.org/amazon-snap-employees-five-states/?utm_source=New+Food+Economy+Subscribers&utm_campaign=126745eb74-EMAIL_CAMPAIGN_2018_04_23&utm_medium=email&utm_term=0_75a28a0eaf-126745eb74-511539777 (en anglais)

21 MSC, *op. cit.*, note 5

22 Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), *Recommandations politiques, Établir un lien entre les petites exploitations et les marchés*, 2015. www.fao.org/3/a-bq853f.pdf

péril les moyens d'existence et l'accès à la nourriture de millions de personnes²⁰. Les preuves recueillies au fil des divers processus du CSA attestent de l'importance de la production de denrées alimentaires à petite échelle et des marchés territoriaux pour combattre la faim et la pauvreté, et favoriser le droit à l'alimentation. Les marchés territoriaux sont directement liés aux économies et aux systèmes alimentaires locaux, nationaux et régionaux, au sein desquels les processus d'ajout de valeur circulent parmi celles et ceux qui contribuent à la création de valeur et leur bénéficient. La valeur créée n'est pas seulement financière ; elle inclut, entre autres, la nutrition, la diversité des apports alimentaires, l'emploi, l'échange de connaissances, l'aide à caractère social, les services, ainsi que la possibilité donnée aux femmes et aux jeunes de prendre leur destin en main.

Au lieu d'autoriser les entreprises à contrôler les marchés et les cultures alimentaires du pays, le gouvernement indien devrait adopter des politiques publiques favorables aux petits producteurs d'aliments et aux travailleurs, femmes et hommes, ainsi qu'aux marchés territoriaux²¹. Ceci passe en particulier par l'adoption de politiques en matière de tarification, d'achats institutionnels, de production d'aliments sains et nutritifs, d'infrastructures et de crédits adaptés, d'amélioration des connaissances et de renforcement des capacités²². En l'absence de telles politiques volontaristes, la grande distribution ne fera que creuser les écarts en termes de revenus, de richesses, d'accès aux aliments et de nutrition entre les classes, entre les femmes et les hommes, et entre les zones rurales et les zones urbaines.



EN BREF

Dans un contexte caractérisé par une urbanisation croissante, l'évolution des modes de vie et le commerce numérique, l'Inde constitue un marché convoité par la grande distribution. Cependant, la plupart des consommatrices et des consommateurs des zones urbaines s'approvisionnent auprès des petits commerces familiaux de quartier, des marchés de produits frais et des vendeurs poussant des charrettes à bras. Les familles les plus pauvres sont tributaires des aliments de base subventionnés relevant du Système public de distribution. Dans les zones rurales, la population satisfait ses besoins alimentaires quotidiens en conjuguant production, cueillette et achat dans les petites échoppes. L'importance de ces commerces peut être comprise grâce au concept de « marchés territoriaux », à travers lesquels sont échangés la plupart des aliments consommés dans le monde.

Bien qu'elle figure parmi les premiers producteurs de denrées alimentaires de la planète, l'Inde compte le plus grand nombre de personnes dénutries au monde. La faim est plus répandue dans les zones où la population dépend de l'agriculture de subsistance et de la cueillette, parmi les populations urbaines pauvres, et dans les zones de conflit. Les filles et les femmes sont frappées de plein fouet par la faim et la privation en raison d'une discrimination socioculturelle solidement enracinée et de

politiques qui tendent à accuser un parti pris lié au sexe. Dans les familles pauvres, les femmes sont souvent les dernières à manger et se nourrissent en quantités moindres.

Les expériences au niveau mondial montrent que les supermarchés tendent à restructurer la production et les marchés alimentaires pour répondre aux besoins des chaînes de valeur mondiales et des marchés internationaux en plein essor. En Inde, cette restructuration creusera les écarts en termes de revenus, d'accès aux aliments et de nutrition entre les classes, entre les femmes et les hommes, et entre les zones rurales et les zones urbaines, et affaiblira le droit humain à une alimentation adéquate.

Par ailleurs, les marchés territoriaux sont directement liés aux économies et aux systèmes alimentaires locaux, nationaux et régionaux, et apportent une contribution positive à la nutrition, à la diversité des apports alimentaires, à l'emploi, à l'échange de connaissances, à l'aide à caractère social, aux services ainsi qu'à la possibilité qui est donnée aux femmes et aux jeunes de prendre leur destin en main. Au lieu d'autoriser les entreprises à contrôler les marchés alimentaires et à décider des cultures alimentaires, le gouvernement indien devrait adopter des politiques publiques favorables aux petits producteurs d'aliments, aux travailleurs, aux populations pauvres – les femmes en première ligne – et renforcer les marchés territoriaux, essentiels à la survie et au bien-être de la majorité de la population.

CONCEPTS-CLÉS

- La nourriture constitue le premier poste de consommation en Inde, la vente d'aliments et de produits d'épicerie représentant entre 60 et 65 % du marché total des ventes au détail, un marché grandement convoité par les géants de l'agroalimentaire.
- Plus de 85 % de la valeur actuelle des ventes d'aliments au détail en Inde provient de petits commerces de proximité ; leur valeur et leur importance sont reprises dans le concept de marchés territoriaux, des marchés divers et flexibles en termes d'échelle, d'organisation et de formalités, et essentiels pour satisfaire les demandes en aliments des zones rurales, périurbaines et urbaines.
- Bien qu'elle figure parmi les premiers producteurs de denrées alimentaires de la planète, l'Inde compte le plus grand nombre de personnes dénutries au monde. Les filles et les femmes sont confrontées à un accès inégal à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation, au travail rémunéré et aux ressources en raison d'une discrimination socioculturelle solidement enracinée et de politiques qui tendent à accuser un parti pris lié au sexe.



- Les expériences au niveau mondial montrent que les supermarchés tendent à restructurer la production et les marchés alimentaires pour répondre aux besoins des chaînes de valeur mondiales et des marchés internationaux en plein essor. En Inde, cette restructuration portera atteinte aux marchés territoriaux, essentiels à la survie et au bien-être de la plupart de la population.
- Au lieu d'autoriser les entreprises à contrôler les marchés et les cultures alimentaires, le gouvernement indien devrait adopter des politiques publiques favorables aux petits producteurs d'aliments et aux travailleurs, femmes et hommes, et propices aux marchés territoriaux, y compris des politiques en matière de tarification, d'achats institutionnels, de production d'aliments sains et nutritifs, d'infrastructures et de crédits adaptés, d'amélioration des connaissances et de renforcement des capacités.



MOTS-CLÉS

- Grande distribution
- Numérisation
- Marchés territoriaux
- Supermarchés